

MIRBEAU ET LE PAYSAGE POLITIQUE FRANÇAIS EN 1909

C'est un nouvel article insoupçonné d'Octave Mirbeau que nous portons aujourd'hui à la connaissance de nos lecteurs. Mais, cette fois-ci, il n'est pas vraiment inédit. Simplement il nous arrive d'Autriche, en passant par la Belgique... Après *L'Amour de la femme vénale* traduit du bulgare, voici donc "Paysage politique" traduit de l'allemand par un journaliste belge !

C'est en effet dans un bi-mensuel bruxellois, *La Vie intellectuelle*, que ce journaliste, José de Bérys, a reproduit, le 15 décembre 1909, un article qu'apparemment la presse française avait négligé de publier - à moins que Mirbeau n'ait dédaigné de le lui proposer - et qui était paru dans un quotidien viennois, *Die Zeit*, le 30 mai précédent. Il s'étonne lui-même d'avoir la primeur du texte français : "*On ne sait dire ce qui est le plus extraordinaire : que M. Mirbeau l'ait écrit, ou que la presse française l'ait unanimement passé sous silence. Voulait-on étouffer ainsi des idées un peu subversives ? Craignait-on plutôt de se faire des 'histoires' avec le fougueux auteur de L'Abbé Jules ? Nul n'en parla, et c'est fort curieux en ce temps d'information à outrance et de journalisme à pétards !*"

Quoi qu'il en soit, cet article est important à plus d'un titre. D'abord, parce qu'il comble une lacune : entre ses articles de *L'Humanité* - dont le dernier, "Célébrons le code", oublié par Jean-François Nivet dans la bibliographie de sa thèse, a paru le 6 novembre 1904 - et son intervention en faveur de l'amnistie, dans *Paris-Journal* du 6 février 1912, Mirbeau n'a publié en France (1) aucun article de politique intérieure, et ne s'est manifesté sur ce terrain que par deux lettres de protestation parues dans *La Guerre sociale*, en février et en octobre 1910, et par une réponse à une enquête du même quotidien sur la question des mouchards, en octobre 1911. Ensuite, parce que c'est le seul témoignage public de Mirbeau sur le long ministère de son ex-ami et compagnon en dreyfusisme, Georges Clemenceau - dont le nom n'est que tardivement cité.

Or Mirbeau est cruellement déçu. Car l'affaire Dreyfus a fait miroiter un moment l'espoir qu'une nouvelle génération d'hommes politiques, davantage soucieux d'éthique et de justice sociale, mettrait un terme à nombre de scandales politiques et d'injustices criantes qui constituent à ses yeux autant d'ignominies et de sources d'opprobre. Or, là où il aurait fallu un souffle puissant et une volonté de fer pour avancer sur la voie du progrès social et de l'accroissement des libertés individuelles et collectives, Clemenceau n'a donné, selon lui, que le piètre exemple d'un politicien exclusivement soucieux de "*durer*", en maintenant un ordre inique par tous les moyens policiers et répressifs à sa disposition. Entre l'homme qui, au lendemain du massacre de Fourmies, le 1er mai 1891, avait fait entendre à la Chambre "*un cri de pitié humaine*", et que Mirbeau applaudissait, en 1895, d'avoir abandonné "*la politique active*" "*pour entrer dans la vraie et féconde bataille des idées, c'est-à-dire dans la pleine conscience de son devoir*" (2) ; et le président du Conseil devenu "*le premier flic de France*", et fier de l'être, il y a visiblement solution de continuité. Et les raisons mêmes qui avaient poussé jadis notre don Quichotte à admirer et à aimer Clemenceau, de 1891 à 1899, ne pouvaient que l'inciter à le rejeter avec une haine et un dégoût proportionnels à l'immensité de sa déception.

Dans ce parlement de laquais et ce gouvernement d'arrivistes qu'il stigmatise, un seul homme lui semble - "*peut-être*" - digne d'exercer le pouvoir : Aristide Briand., avec lequel il entretient des relations amicales depuis quinze ans et qu'il juge bien "*meilleur*" (3) que les autres politiciens républicains. Sans doute parce que son discours du Neubourg, le 28 mars 1909, par lequel il se posait en successeur de Clemenceau, a indiqué une tout autre voie que celle du Tigre : celle de la liberté pour les travailleurs, y compris les fonctionnaires, et de la justice sociale, par l'association des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise. Thèses qui ne pouvaient que séduire notre libertaire de coeur, devenu réformiste de par la force des choses. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il sera aussi cruellement déçu par Briand, devenu président du Conseil en juillet 1909, qu'il l'a été par Clemenceau : lorsque l'ancien théoricien de la grève générale mobilisera les cheminots, en octobre 1910, afin de briser leur grève, notre imprécateur s'indignera : "*Je proteste*

contre les actes abominables de M. Briand, qui assimile la grève - fait légal - à un crime, et qui considère à l'avance tout gréviste comme un accusé" (4).

Quand on est assoiffé d'idéal et de justice, et qu'on est confronté à la politique politicienne au jour le jour, comment ne pas être blessé en permanence et révolté par les compromissions des hommes de pouvoir ? Mirbeau l'a toujours été. En 1909, il l'est encore. Seulement, il est de plus en plus souvent malade et incapable d'écrire, il ne dispose plus d'un journal, et il s'est, de fait, quelque peu marginalisé. Il a amèrement conscience de son impuissance, désormais, à peser sur les événements, et il en souffre. Le lion est devenu vieux...

Je tiens à remercier de tout coeur Éric Walbecq, qui m'a aimablement communiqué le texte de *La Vie intellectuelle*.

Pierre MICHEL

1. Mais il a publié un article en Autriche, le 14 juillet 1907, dans la *Neue freie Presse* de Vienne ; et peut-être d'autres ont-ils paru en Belgique. Il serait intéressant de dépouiller systématiquement les collections de journaux belges et celles de la *Neue freie Presse* à la recherche de nouveaux articles inconnus. Avis à nos lecteurs !

2. "Clemenceau", *Le Journal*, 11 mars 1895 (article recueilli dans les *Combats littéraires* de Mirbeau, à paraître aux Éditions de Septembre).

3. Dans une lettre à Albert Carré de la fin mai 1908 (collection Pierre Michel).

4. *La Guerre sociale*, 16 octobre 1910. Déjà, au lendemain du procès du *Foyer*, qui l'avait dégoûté du gouvernement Clemenceau, qualifié en privé de "fourbe", d'"asservi" et d'"ignoble", il se disait déçu par Briand, qui, après lui avoir laissé miroiter la révocation de Claretie et son remplacement par Albert Carré, s'était incliné devant Clemenceau. C'est ce qu'atteste une autre lettre de Mirbeau au même Albert Carré : "Car vous savez que notre Briand aussi... Ah ! c'est complet !" (collection Pierre Michel)

PAYSAGE POLITIQUE

En France, la situation est telle.

Nous sommes écrasés d'impôts (1), et nous n'avons jamais rien en échange des sommes folles que nous versons sans cesse dans les caisses de l'État. Où vont ces sommes ? Nulle part... À quoi servent-elles ? À rien. Du moins, nous ne savons pas où elles vont, et ce qu'on en fait. Nous savons seulement ce qu'on n'en fait pas. On nous dit : "Mais, malheureux, ces sommes que vous payez, de jour en jour plus grosses, elles vont à la marine, elles vont à l'armée... Elles sont sacrées, ces sommes... Il faut bien que nous soyons forts, plus forts que tout le monde, pour assurer votre liberté, votre tranquillité. Plus vous payez, et plus vous êtes libre, plus vous êtes tranquille". Et l'on nous dit encore, lorsque, par hasard, nous posons une question, bien timide, sur l'emploi de tout cet argent : "Fichez-nous la paix... Vous n'êtes que des antipatriotes, des antimilitaristes, des anarchistes, des saboteurs. Si vous insistez encore, en prison". La Marine... l'Armée... c'est entendu...

Or nous n'avons pas de marine (3). Ce n'est pas moi qui le dis, c'est M. Delcassé (4), et c'est toute la commission d'enquête qu'il préside, cette fameuse commission, partie à la recherche de cette marine insaisissable et fantôme. Donc, nous n'avons pas de marine. Nous n'avons pas de bateaux, de canons sur les bateaux, pas de munitions non plus, pas d'approvisionnements, et même pas de marins, rien, nous n'avons rien. Les bateaux en construction dans les ports refusent obstinément de prendre la mer, immobiles sur leurs cales glissantes, on a beau les prier, les supplier, les objurguer, ils ne veulent rien savoir. Ils se disent, sans doute, non sans une certaine logique, que c'est bien inutile à eux de se mettre en mouvement, puisque demain, dans quinze jours, un mois au plus tard, ils ne pourront pas échapper à leur destinée qui est de sauter (et saute, bateau !), d'échouer sur les sables ou sur les rochers, de crever leurs chantiers, abattre leurs tourelles, enfoncer leurs coques, démolir leur artillerie... (5) Et ils ne partent pas... à quoi bon partir ? Mettez-vous à la place de ces bateaux-là...

Donc nous n'avons pas de marine... Avons-nous une armée ? Je l'espère, mais je n'en sais rien. J'apprends qu'une commission d'enquête, présidée toujours par M. Delcassé, va me le dire ; soyez sûrs que, du train dont vont les choses, cette commission ne peut tarder à fonctionner aussi, pour l'armée, comme elle fonctionne pour la marine.

Hier je suis allé payer mes contributions. Elles augmentent chaque année avec une rapidité vertigineuse. Aujourd'hui, j'ai la douleur, ou la fierté patriotique, de constater qu'elles me prennent exactement le tiers de ce que je gagne par mon travail (6).

La feuille où s'étaient ces chiffres impressionnants me parut tellement fantaisiste, que j'osai demander des explications à l'employé, dont le visage rébarbatif, autoritaire et fiscal, sortait du guichet comme un diable échevelé de sa boîte.

L'employé me répondit :

- Pardon ! depuis quand l'État doit-il des explications au contribuable ?... Je n'ai qu'une explication à vous donner... Elle est courte et claire... Payez, ou sinon !...

- Soit ! ripostai-je... Vous admettez bien, pourtant, que l'État me doit quelque chose en échange de mon argent...

- La peau ! interrompit ce fonctionnaire zélé et bref...

- Soit ! Pourtant, quand j'achète un habit, un gigot de mouton, une automobile, ces objets, je ne les paie que si on me les représente et me les livre !... Les fournisseurs...

- Des poires !... interjecta cet homme terrible.

- Dit !... La marine, l'armée... Bien... mais je n'ai pas de marine. Ai-je une armée ? Qui me le prouve ?... Or, l'État me doit une marine, me doit une armée. Et je ne donnerai mon argent qu'à la condition que l'État, par l'entremise de votre aimable personne, non pas sur le papier, mais matériellement, me donne ma part de cette marine et de cette armée. Oui, je veux la voir, cette marine, qui me coûte les yeux de la tête ; je veux la toucher, cette armée qui me ruine... Sinon, je ne paie pas ! (7)

L'homme retira du guichet sa tête hargneuse, appela un sergent de ville à qui il me désigna d'un regard courroucé. D'autres contribuables étaient là, misérables, très maigres et très pâles. Ils avaient le ventre plat, l'échine courbée, l'oeil douloureux. Et ils s'indignaient de ma conduite, ils voulaient prêter, contre moi, main forte à l'agent de l'autorité (8) ; ils m'injuriaient, me dénonçaient :

- Oui ! oui... empoignez-le... c'est un anarchiste... Il a dit que nous n'avions pas de marins !

Quoi faire ? J'étais tout seul... Je payai donc pour cette marine que je n'ai pas... pour cette armée, dont je ne sais pas si je l'ai, et dont je compte, pour le savoir, sur M. Delcassé, enquêteur laborieux et décourageant.

Nous n'avons pas de marine, peut-être pas d'armée, nous n'avons rien. En revanche, nous avons un parlement, un parlement avec une majorité de radicaux et radicaux-socialistes (9), braves gens, pleins d'honneurs et d'autorité, dont nous avons augmenté les gages, presque doublé les gages (10)... pour qu'ils travaillent - n'est-ce pas de leur métier ? - à notre bonheur (11) ? Nullement ! Pour qu'ils donnent au gouvernement, quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, qu'il dise blanc, qu'il dise noir, une confiance aveugle et grassement rétribuée.

Le parlement est haï, méprisé. Il ne fait rien que des sottises et des énormités. Il dilapide et laisse dilapider nos finances, nos forces actives, royalement. Le gouvernement le tient par de bas intérêts, et il tient prisonnier le gouvernement, par ses exigences grandissantes.

Le parlement veut les places, toutes les places, les grandes et les petites, les bonnes et les médiocres, parce qu'il en veut pour tous les goûts et pour toutes les classes. Il en veut pour les fils légitimes ou adultérins, pour les neveux, les cousins, les amis, pour les fournisseurs et les créations de ses membres.

Tout problème social, toute solution économique, tout intérêt public, il les ramène et les subordonne à cette question dominante : une question électorale (12).

Gouvernement et parlement se tiennent étroitement unis, se prêtent une assistance mutuelle

par des services réciproques qui n'ont pas d'autre sens, pas d'autre but, pour le gouvernement, que de durer, pour le parlement, que d'être réélu. Scandales sur scandales, quand l'un finit, étouffé, l'autre commence, ou recommence (13). On prend des places, un peu partout, on achète des consciences, individuelles ou en bloc. On paie des complicités, à peine secrètes, quelquefois étalées. Actuellement, c'est là le commerce le plus florissant de la France. On n'est pas très indigné, on n'est pas du tout indigné, on se chuchote des histoires plaisantes, on se raconte des histoires effrayantes, avec bonne humeur, on s'amuse de tout cela. "Soyons gais et de bonne composition", écrivait Gambetta quand la France agonisait dans les plaines de la Loire (14).

L'un dit :

- Comment, le Creusot (15) sabote ?... C'est très drôle.

- Il sabote, répond l'autre... Eh bien oui, il sabote... nous sabotons tout.

- Vous croyez aux poursuites ? Oui ! Allons donc ! Voyez-vous en France un juge instruisant contre les Schneider ?

- Comédie, mon cher, tout est comédie... Et d'ailleurs... Schneider poursuivi... c'est la ruine du crédit... c'est la rente tombant à un franc.

- Mais oui...

- Et vous savez, Schneider et Krupp marchent la main dans la main (16). La plus gigantesque farce de ce temps, si fertile en bonnes farces de tout genre.

- Mais alors, c'est l'alliance, c'est la paix... Avez-vous des informations sur ce fameux syndicat des métallurgistes ?

- Oui, oui, oui !

- Et l'Ouenza (17), mon cher ? Cette montagne invraisemblable, qui était hier en Tunisie, qui aujourd'hui est en Algérie.

- Oui... On lui a dit simplement : "Petite, petite, petite !" et elle est venue docilement, à la voix des spéculateurs.

- Ah, on ne s'embête pas une minute... Qu'est-ce que vous voulez ? Ça toujours été comme ça. Ce sera toujours comme ça. Prenons-en gaiement notre parti... Et au besoin tâchons de profiter de l'admirable tolérance de ces temps.

- Vive la République !

Nous avons - on n'en parle pas assez - une commission parlementaire qui révisé nos tarifs douaniers.

Elle éructe le dernier hoquet de Méline (18) - est-ce bien le dernier ? - , de ce désastreux Méline qui nous coûta plus d'argent, plus d'efforts que la guerre de 1870, et dont l'idéal social se résume par ces mots sinistres de famine : "Le pain cher ! La vie chère."

Elle est en train, cette commission, de nous brouiller avec le monde entier, elle prépare et justifie les plus terribles représailles. Ce n'est pas tout. Ce qui reste encore chez nous, cà et là, d'activité et d'ingéniosité industrielles, elle risque de le détruire par cette morne manie de protection qui est pour un peuple ce qu'est l'artério-sclérose pour un individu. Il ne nous manquait plus que cela, il ne nous manquait plus que cette invitation à la décadence. Nous allons donc en arriver - comme si nous n'avions pas assez de ce qui nous arrive - à la belle situation économique de la France, en 1697, alors que Louis XIV, pour payer la folie de sa Cour, la folie de ses guerres, la folie de ses proscriptions, pour subvenir aux besoins scandaleux de ses seigneurs, de ses bâtards, de ses maîtresses et de ses palais, se précipita plus avant dans le gouffre sans fond de la protection, c'est-à-dire dans la ruine et dans la mort (19).

Mais c'est ruine sur ruine, déchéance sur déchéance, qu'est-ce que cela fait ? Et puisque nous vivons toujours sous Louis XIV (20) !... Au milieu de cette incohérence, de cette gabegie, de cette corruption, de cette pourriture bourgeoise, de cette veulerie universelle, voici que, tout à coup, - ils ne les avaient jamais entendus - se sont fait entendre, des profondeurs du prolétariat, des cris, des clameurs... Des faces pâles réclamaient leur place au soleil (21). Elles étaient menaçantes : on les savait résolues, elles furent trahies par ceux-là même qui devaient les défendre (22). Mais, un moment, le gouvernement et la bourgeoisie radical-socialiste ont tremblé de la peur que la société

qu'ils dirigent, et dont ils sont les seuls profiteurs, ne fût submergée... Ils se sont remis vite, et les cris se sont tus, et les faces pâles sont rentrées sous terre, en grondant ! C'est un regret. On croit que c'est fini, ça n'a même pas commencé. Le point d'interrogation que les travailleurs ont dressé, du fond de leurs misères, de leurs révoltes, de leurs imprescriptibles droits humains, demeure, et demain, peut-être, il rayonnera sur le monde.

Fier de son triomphe policier (23), le gouvernement s'imagine qu'en révoquant, en suspendant (24), en emprisonnant, il constate sa victoire et qu'il sauve à jamais cette autorité menacée, un moment... Il prépare une chute plus lourdement mortelle.

M. Clemenceau, qui est, pourtant, un homme très intelligent, et, par bien des côtés, un grand homme d'État, ne croit qu'à la police qui, jusqu'ici, fut en effet le seul moteur de la politique.

A-t-il compris cet avertissement ? Je n'ose le croire. Pour manier cet élément tout nouveau, il faudrait une main habituée à manier l'âme populaire. Il faudrait un cerveau qui puisse concevoir qu'à des heures de crises si nouvelles, l'autorité qui est toute la politique, et la politique qui n'est rien, ne suffiraient pas à résoudre de tels problèmes. On ne mène pas un peuple en marche vers la conquête de ses droits, comme on mène un troupeau servile de parlementaires. Or il faut faire aujourd'hui quelque chose que les politiciens n'ont jamais fait : il faut parler, sans subterfuges, clairement, à ces hommes à qui personne encore n'a parlé !

Au pouvoir il n'y a peut-être qu'un homme assez prudent et assez hardi pour entreprendre cette tâche, c'est M. Briand (25). Je ne crois pas que cela l'effraie et le rebute. Mais n'est-il point tout seul ? Et ne doit-il pas se heurter aux portes fermées, aux yeux morts de ses collègues (26) ?

Octave MIRBEAU

NOTES

1. Dans le budget voté en décembre 1908, et paru au *Journal officiel* le 26 décembre, les dépenses dépassaient pour la première fois les 4 milliards de francs - soit environ 80 milliards de nos francs. Dans un article, "Âmes sur la route", paru dans *Le Journal* le 18 mai 1897, Mirbeau ironisait sur le compte de ceux qui ne pensaient qu'à inventer de nouveaux impôts, par exemple sur les cannes, les parapluies ou les tableaux. Pour un libertaire comme lui, les impôts indirects s'apparentent à un racket de l'État. Ainsi écrivait-il en 1893, dans la préface de *La Société mourante et l'anarchie*, de Jean Grave : "*L'État prend à l'homme son argent, misérablement gagné dans ce baignoire : le travail*" (cf. *Combats politiques*, Séguier, 1990, p. 129).

2. En 1898, le budget de l'armée de terre était de 855 millions.

3. Déjà, en 1899, dans *L'Armée contre la nation*, Urbain Gohier ironisait sur "*l'empire du mystère*" qu'était la Marine, où régnait "*un gaspillage effréné*" (Éd. de la *Revue blanche*, pp. 93 sq.).

4. Théophile Delcassé (1852-1923), député radical de l'Ariège depuis 1889, a été ministre des Affaires étrangères sans interruption de 1898 à 1905. Artisan de l'Entente cordiale avec l'Angleterre, il était très hostile à l'Allemagne et était considéré comme un fauteur de guerre, ce qui avait entraîné sa "démission" du gouvernement Rouvier (cf. mon article des *Cahiers Octave Mirbeau*, n° 1, 1994, pp 218-222). C'est Delcassé qui provoquera la chute du gouvernement Clemenceau, le 20 juillet 1909, à la suite d'un débat portant, précisément, sur la Marine nationale.

5. Même démonstration, dix ans plus tôt, sous la plume d'Urbain Gohier, qui recensait toutes les avaries et les multiples accidents et incidents qui avaient, depuis des années, frappé nos navires de guerre et que la Marine nationale avait tenté d'occulter (*loc. cit.*). L'affaire avait pris beaucoup plus d'ampleur et eu beaucoup plus d'écho avec l'explosion meurtrière du *Iena*, en mars 1907, suivie de l'échouage de la *Nive* en janvier 1908, à la suite d'une défaillance du commandement, et de graves accidents de tir à bord de *La Couronne* et du *Latouche-Tréville*, en août et septembre 1908. Il en était résulté une interpellation du gouvernement, du 16 au 19 octobre 1908, et la démission du ministre de la Marine, Thomson..

6. Mirbeau exagère naturellement pour les besoins de la cause. À cette époque, ses revenus sont très élevés : ainsi, en cinq ans, *Les Affaires sont les affaires* lui a rapporté la bagatelle de 300.000 francs...

7. Hubertine Auclert avait jadis, au début des années 1880, refusé elle aussi de payer ses impôts, en arguant du fait que, si elle n'avait pas de droits politiques, on ne saurait lui imposer des devoirs. L'argumentation de Mirbeau est du même ordre.

8. Quoiqu'anarchiste, Mirbeau ne se fait aucune illusion sur la capacité du peuple aliéné à se prendre en charge, en dépit de ses propres efforts pour semer la graine de la conscience. Voir notre communication sur "L'Opinion publique face à l'Affaire, d'après Octave Mirbeau", à paraître dans *Littérature et nation*.

9. Aux élections des 6 et 20 mai 1906, la gauche avait gagné soixante sièges (dont vingt-huit de plus pour les radicaux-socialistes) et élargi sa confortable majorité.

10. Le 22 novembre 1906, malgré l'opposition des socialistes, Clemenceau avait relevé l'indemnité

parlementaire de 9.000 à 15.000 francs.

11. Déjà, le 11 mars 1895, dans un article du *Journal* sur "Clemenceau", Mirbeau ironisait sur la prétention de la politique à "*mener les hommes au bonheur*", alors que, "*dans la pratique*", elle n'est que "*l'art de les dévorer*" (*loc. cit.*).

12. Déjà, pendant l'Affaire, le ministre de la "Justice" - si l'on ose dire - , un dénommé Lebreton, de sinistre mémoire, avait déclaré aux députés, au moment de l'ignominieuse loi de dessaisissement : "*Regardez, Messieurs, dans vos circonscriptions*". Mirbeau s'en était moqué (cf. *L'Affaire Dreyfus*, Séguier, 1991, p. 296).

13. Le dernier en date est l'affaire Rochette, qui a abouti, le 24 mars 1909, à l'arrestation du banquier.

14. "Agonie" vécue par Mirbeau lui-même, dans les rangs des moblots de l'Orne, et qu'il a évoquée dans le deuxième chapitre du *Calvaire* (1886) et le dernier chapitre de *Sébastien Roch* (1890), deux passages abondamment exploités par les anarchistes français et espagnols pour leur propagande antimilitariste.

15. Dans *Les Mauvais bergers* (1897), Mirbeau s'était souvenu des usines Schneider au Creusot, où il était allé passer quelques jours pour se documenter.

16. Pendant la guerre de 1914, Mirbeau accusera Krupp et Schneider d'avoir poussé à la guerre pour écouler leurs armements.

17. Nous n'avons pas trouvé d'informations sur l'Ouzenka

18. Jules Méline (1838-1925), président du Conseil au début de l'Affaire, célèbre pour sa politique protectionniste, que Mirbeau n'a cessé de stigmatiser. Voir notamment "Une Face de Méline" (*Le Journal du peuple*, 1er mars 1899), où il écrivait déjà : "*Il a un idéal économique : la vie chère. Il faut, pour qu'il soit grand et fort, qu'un peuple crève de faim. Or, pour qu'un peuple crève de faim, M. Méline a observé qu'il suffit de le protéger*"... (article recueilli dans *L'Affaire Dreyfus*, p. 258).

19. La famine, liée aux intempéries et aux guerres, et les épidémies avaient alors, en deux ans, entraîné en France proportionnellement plus de morts que la première guerre mondiale...

20. Mirbeau exprimait la même idée dans un article de März, en mai 1907 : "*Quel que soit le sujet que l'on aborde en France, on doit toujours partir du principe fondamental que tout ou presque remonte à Louis XIV ou à Napoléon*" (*Combats esthétiques*, Séguier, 1993, t. II, p. 435).

21. Allusion aux luttes ouvrières et populaires qui se sont multipliées sous le long ministère Clemenceau : notamment la grève des électriciens en mars 1907, celle des postiers en mars 1909, et la révolte des vigneronns du Languedoc, au printemps 1907. Rappelons que, dans *Les Mauvais bergers*, Mirbeau avait proclamé, pour les ouvriers, non seulement le droit au travail et au pain, mais aussi le droit à la santé, à l'éducation et à la beauté.

22. Clemenceau a recouru à la force pour écraser les grévistes - notamment à Courrières, le 10 mars 1906, et à Draveil, le 30 juillet 1907 ; et il a fait intervenir l'armée contre les viticulteurs du Midi, n'hésitant pas à envoyer à Biribi les soldats qui avaient refusé de tirer sur leurs frères.

23. Clemenceau n'a pas hésité à utiliser les services de mouchards infiltrés dans le mouvement syndical ; et il a fait arrêter nombre de responsables syndicaux en 1906.

24. Allusion aux suspensions de fonctionnaires - instituteurs et postiers, notamment - à qui Clemenceau refusait le droit de se syndiquer comme dans le privé. Briand, au contraire (cf. note suivante) se disait prêt à leur reconnaître des droits syndicaux.

25. Aristide Briand (1862-1932), député depuis 1902, ancien socialiste, est alors ministre de la Justice dans le cabinet Clemenceau. Mirbeau le connaît depuis 1894 et a signé avec lui le manifeste de la Coalition révolutionnaire, le 22 octobre 1898 (cf. *L'Affaire Dreyfus*, pp. 139-141). Il est intervenu auprès de lui en faveur de Paul Léautaud ; et il a sollicité son soutien au moment de l'affaire du *Foyer* (cf. mon article sur "La Bataille du Foyer", dans la *Revue d'histoire du théâtre*, 1991-III). Il écrivait alors de lui à Albert Carré : "*Vous savez, de tous, Briand est le meilleur. Il a des délicatesses charmantes*" (*loc. cit.*). Le 28 mars 1909, au Neubourg, dans l'Eure, Briand a prononcé un important discours, où nombre d'observateurs ont vu le programme d'un candidat à la succession de Clemenceau. Il y défendait en particulier le principe des "*groupements*" de travailleurs, y compris pour les fonctionnaires, et celui de la participation ouvrière à la vie de l'entreprise et à ses bénéfices ; et il plaidait pour "*toujours plus de liberté et de justice sociale*". On comprend que cette orientation ait séduit Mirbeau. Mais le "*peut-être*" témoigne de sa prudence : Briand n'est jamais qu'un homme politique, et, qui plus est, un homme de gouvernement qui l'a déjà déçu au moins une fois...

26. Une fois de plus, Mirbeau est bon prophète : après la chute inattendue du ministère Clemenceau, Briand sera chargé de constituer le nouveau gouvernement, et il sera investi par la Chambre le 27 juillet 1909. Il démissionnera le 27 février 1911. Il est curieux de noter que, dans son article de 1895 sur Clemenceau, Mirbeau le présentait également solitaire face aux yeux morts de ses collègues apeurés.